

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Objet de la consultation

**Marché de travaux pour la création d'une salle criminelle au Palais Verdun
(13100)**

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

**ETAT – MINISTÈRE DE LA JUSTICE / Secrétariat Général
DIR SG Sud-Est / Département immobilier**
Immeuble Le Praesidium-350 av du Club Hippique
CS 70456 –13 096 Aix en Provence Cedex 2
Tél : 04 42 91 30 70 -Fax : 04 42 91 30 71
di.dir-sg-sud-est@justice.gouv.fr

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Cheffe du Département de l'Immobilier d'Aix-en-Provence

Conducteur d'opération

Département de l'immobilier d'Aix-en-Provence

Date et heure limite de remise des offres

Date et heure limites de réception : **11 mai 2026 à 12h00** (heure locale de l'adresse du RPA)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1-1. Contexte	4
1-2. Objet.....	4
1-3. Principes généraux des travaux	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Définition de la procédure	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
2-3. Nature de l'attributaire	6
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	6
2-5. Variantes à l'initiative du candidat.....	6
2-6. Variantes demandées par le RPA.....	6
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles	6
2-8. Exigences minimales de la négociation	7
2-9. Délai d'exécution des travaux	7
2-10. Délai de validité des offres.....	7
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	7
2-12. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	7
2-13. Mesures particulières concernant les travaux en site occupé en cœur de ville.....	8
2-14. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	9
2-15. Conditions particulières de participation à la consultation	9
2-16. Clauses sociales et environnementales	9
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	11
3-1. Composition et modes de retrait du dossier de consultation.....	11
3-2. Modifications de détail au dossier de consultation	11
3-3. Renseignements complémentaires	12
3-4. Visites du site des travaux.....	12
3-5. Dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat	12
3-6. Modalités d'envoi ou de remise du dossier de candidature et d'offre	17
ARTICLE 4. EXAMEN DES CANDIDATURES, JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES – NÉGOCIATION	18
4-1. Examen des candidatures	18
4-2. Jugement, négociation et classement des offres.....	19

ARTICLE 5. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE DE L'ABSENCE DE MOTIFS D'EXCLUSION – MISE AU POINT DU MARCHE.....	21
ARTICLE 6. ABSENCE DE CANDIDATURES, D'OFFRES OU ABSENCE D'OFFRES RECEVABLES.....	23
ARTICLE 7. ABANDON DE LA PROCÉDURE	23
RC ANNEXE 2	24

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

1-1. Contexte

La consultation concerne les marchés de travaux pour la création d'une salle d'assises criminelle au Palais Verdun (13100) en lieu et place de la reprographie.

Le service d'accueil est ouvert au public du lundi au vendredi de 8h à 17h.

Le palais Verdun est un bâtiment à dominante civile, incluant les bureaux de la première présidence. Il accueille 5 salles d'audiences publiques, dont 1 salle d'assises et 1 salle d'audience de cabinet.

Le planning des audiences du palais Verdun est très tendu. **Le report d'audience n'est pas possible.** Afin que les audiences se passent dans de bonnes conditions que ce soit pour les victimes ou les prévenus, il est nécessaire de limiter les nuisances sonores et de sécuriser le chantier.

Il existe deux périodes de vacation, durant lesquelles les audiences sont limitées (pas de procès en assises) : 5 jours lors de la vacation de fin d'année et 1,5 mois en août (du 15 juillet au 28 août).

1-2. Objet

En février, face au manque d'audience du stock criminel lié à un manque de moyens immobilier et humains, le garde des sceaux, saisi par la cour d'appel, a demandé la **création d'une salle d'audience criminelle supplémentaire** afin d'éviter des libérations et augmenter la capacité de juger de la cour d'assises **avant octobre 2026.**

Le projet se concentre principalement sur :

La **création de la salle d'audience criminelle au RDC** d'environ **105,9 m²**, avec aménagements spécifiques de sûreté, mobilier judiciaire, estrade, bancs, barre, pupitres, soubassements bois acoustiques et accès distincts ;

L'**aménagement du circuit détenus au R-1**, avec sas, rampe, contrôle d'accès, sanitaires conservés et réserves ;

La création / adaptation de l'**accès magistrats**, avec **passerelle bois de 7,6 m²**, circulation dédiée et WC magistrats ;

La **création d'un monte-charge** à l'angle sud-est, desservant le **RDC à R+4**, avec impact localisé sur les niveaux supérieurs (cloisons CF, démolitions ponctuelles, portes CF, réserves et dégagements) ;

Des reprises ponctuelles sur les niveaux **R+1 à R+4** liées essentiellement à la création d'un monte-charge.

1-3. Principes généraux des travaux

Des principes généraux pour la continuité de service, le confinement, la maîtrise des nuisances et surtout des délais sont à prendre en compte notamment :

- ✓ **Maintien des cheminements** (public, magistrats, personnel, détenus) sans croisement intempestif avec le chantier ;
- ✓ **Phasage** visant à limiter les coupures et bascules : interventions “intrusives” regroupées, bascules fonctionnelles planifiées ;
- ✓ **Coupures techniques** (élec / CVC / SSI / réseaux) réalisées **hors horaires sensibles**, avec procédures d'autorisation, essais et remise en service contrôlée ;
- ✓ Mise en place de **cloisons provisoires étanches** (type sas chantier) : séparation physique, limitation poussières, protection incendie provisoire si nécessaire ;
- ✓ **Sas d'accès** avec protections de sols, signalétique, filtration/aspiration si travaux générateurs de poussières (démolitions, saignées, ouvertures) ;
- ✓ Gestion bruit/vibrations : méthodes non-percussion quand possible, plages horaires encadrées, décalées, information exploitation.
- ✓ Chantier en **circuits maîtrisés** : badges et « carte professionnelle », pointage, zones interdites, stockage sous clef, livraisons planifiées ;
- ✓ Maintien des **fonctions critiques** : accès secours, compartimentage, dégagements, SSI (au minimum maintien de la cohérence, ou mesures compensatoires) ;
- ✓ **Zéro surprise** : procédures d'arrêt immédiat si désordre structurel, infiltration, fissuration, ou découverte sensible (réseaux, zones techniques, matériaux).
- ✓ Mise en œuvre systématique de **mesures conservatoires structurelles** (création de trémie, étaielements, méthodes de déconstruction douce) pour toute intervention impactant les ouvrages porteurs ;

Le chantier en site occupé (à environ 1/3 des effectifs en vacation d'aout), sera complexe par ses accès et son environnement. Des contraintes d'horaires seront imposées pour les travaux qui devront ne durer que 3 mois. Il sera demandé une extrême flexibilité et adaptation aux entreprises choisies, la salle d'audience à créer étant mitoyenne à la salle d'assises du palais Verdun dans laquelle les crimes sont jugés. La période de vacation judiciaire devra donc être intense pour compenser les travaux bruyants ne pouvant être effectués lors de la tenue des procès d'assises.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les avis du bureau de contrôle devront être pris en compte dans l'optique d'un RVRAT vierge avant la réception.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : **20 place VERDUN – 13100 Aix-en-Provence**

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 7 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 01	Gros Œuvre / Charpente / Démolition
Lot 02	Menuiserie Bois
Lot 03	Plâtrerie plafond / peinture nettoyages / revêtements de sols
Lot 04	Electricité
Lot 05	CVC / Plomberie
Lot 06	Box sécurisé
Lot 07	Appareils élévateurs

Les candidats remettront une offre de prix pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées solidaires.
- Soit avec des entreprises groupées conjointes dont le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes à l'initiative du candidat

(Article R.2151-8 du code de la commande publique)

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Variantes demandées par le RPA

Sans objet.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-8. Exigences minimales de la négociation

Une négociation pourra être menée et portée tant sur les modalités d'exécution des prestations que sur le prix. Le maître d'ouvrage se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales remises, s'il considère qu'il peut attribuer, sans négociation, le marché.

Pour toute offre financièrement modifiée au cours d'une négociation, le « mois zéro » d'établissement des prix sera celui de la date de remise des offres négociées.

2-9. Délai d'exécution des travaux

Les audiences doivent être effectives **IMPERATIVEMENT avant le 12 octobre 2026. Ainsi la commission SDIS permettant l'ouverture au public devra être réalisée au plus tard le 7 octobre 2026.**

Dans le cas où les travaux seraient partiellement réceptionnés à cette date, les travaux restants devront être réalisés, en fonction de la nature de ceux-ci :

- Soit tous les jours de 7h30 à 9h00 et de 18h00 à 22h00 sauf le dimanche ;
- Soit lors des prochaines vacances du 22 décembre 2026 au 2 janvier 2027 inclus.

Une partie des travaux sera réalisée durant la période de vacation estivale entre le 15 juillet 2026 et le 28 août 2026. En cas d'indisponibilité de l'entreprise, des pénalités sont prévues à l'article 4-4.7 du CCAP.

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement. Il démarre à compter de la notification du marché au titulaire.

Il ne pourra en aucun cas être modifié par le candidat.

Un « criblage » des personnes affectées au chantier est nécessaire pour avoir les accès au site, celui-ci devra être réalisé 15 jours avant l'intervention, le RPA se réserve le droit d'appliquer des pénalités à l'article 4-4.7 du CCAP.

Toute demande devra être adressée à madame VIGNOLO, directrice de greffe adjointe à l'adresse mail suivante Veronique.Vignolo@justice.fr

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres mentionné en première page du présent règlement de consultation ou en cas de négociation, à compter de la date fixée pour la remise des propositions négociées.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination Simplifié (PGCS) en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé simplifiés.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

D. Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD)

Sans objet.

2-13. Mesures particulières concernant les travaux en site occupé en cœur de ville

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté, mais aussi sa mise en sécurité par rapport à tous risques, de par son interface avec le domaine public et privé (sécurité des personnes, intrusion...). Ce chantier implique de la part du pouvoir adjudicateur des exigences de réduction maximale des nuisances sonores et d'empoussièrement.

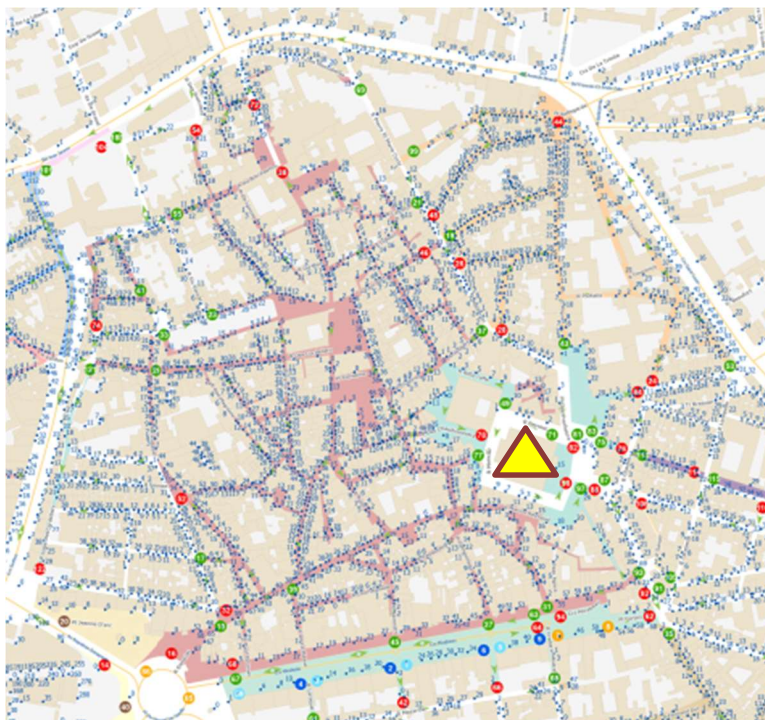
Les déchets générés par les interventions seront évacués quotidiennement en filière dédiée, des pénalités seront appliquées sur constat d'huissier.

La Cour d'appel fonctionnera **en juillet et août 2026** en mode « dégradé » lors des travaux, avec un taux d'occupation minime.

Le chantier se déroulera de mai à septembre 2026 **du lundi au samedi, de 7h30 à 22h00.** (cf article 1-3 du présent RC)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de stopper les travaux sur ces créneaux horaires.

En plein centre-ville ancien d'Aix en Provence, le Palais Verdun  est situé sur la place Verdun.



Plan de la piétonisation les jours de marché avec les bornes d'accès réglementées

Une installation de chantier devant permettre une mise en sécurité des travaux est à chiffrer et comprendra à minima et selon les CCTP du MOE : les demandes administratives nécessaires, un affichage sur le périmètre des travaux destiné à l'information des riverains (comportant le numéro de téléphone d'un responsable joignable), les balisages des espaces de cantonnement, ect...).

Il est rappelé que tous les frais de stationnements, taxes d'occupation de voirie et autres frais essentiels aux travaux, sont à la charge des entreprises.

Une attention particulière est attirée sur les contraintes d'accès liées à la piétonisation du centre-ville et à la tenue des marchés locaux (mardi, jeudi et samedi). Les candidats devront impérativement intégrer ces aléas dans l'organisation de leurs livraisons et la planification de leurs travaux

Les intervenants du service technique de la commune d'AIX pour la demande d'autorisation de travaux (formulaire permis de stationnement et dérogation circulation joint au présent RC) sont :

- M. PONER 04.42.91.97.46
- M. BIANCHINIS 04.88.71.84.51
- Mme CAMILLIERI 04.42.91.92.41 – 06.16.98.00.31-CamillieriC@mairie-aixenprovence.fr
- Mme ATIA 04.42.91.99.37

2-14. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-15. Conditions particulières de participation à la consultation

Pour un même lot, un candidat ne pourra pas présenter plusieurs candidatures ou plusieurs offres en agissant la fois en qualité de :

- candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- membre de plusieurs groupements, (articles R.2142-21 et R.2151-7 du code de la commande publique).

Un même candidat est autorisé à présenter sa candidature et une offre pour un, plusieurs ou tous les lots conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique.

2-16. Clauses sociales et environnementales

2-16.1 S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

2-16.2 S'agissant de la clause environnementale

L'entreprise est soumise à deux clauses environnementales :

– Dans l'exécution de son marché :

Conformément à l'article 1-6.6 du CCAP, l'entreprise devra justifier, notamment dans ses pratiques et démarches professionnelles, de l'exécution des clauses environnementales décrites.

- ;
- **En tant que critère environnemental de la présente consultation** (10%) liées aux obligations environnementales.

Obligations environnementales concernant la gestion des déchets en phase travaux.

Le titulaire justifiera des moyens mis en œuvre pour la mise en application de la politique :

- ✓ Justification des méthodes qui seront employées pour l'optimisation dans la gestion des déchets (y compris démolitions, emballages...);
- ✓ Modalité de stockage, fréquence d'enlèvement, nettoyage périodique du chantier, respect des espaces dédiés au chantier ;
- ✓ Propositions pour la réduction des nuisances sur site (bruit, poussières, dégâts occasionnés, protections...);
- ✓ Marques et provenances des principaux matériaux ou produits utilisés et moyens pour réduire son empreinte carbone : joindre les fiches techniques des produits ou matériaux proposés, toute justification au regard de son empreinte carbone.

L'attention des entreprises est attirée ici sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction de la production et de gestion des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation, prises en cohérence avec les priorités et objectifs cités ci-dessus, et devront proposer des solutions techniques correspondantes. A ce titre les entreprises peuvent se référer aux données fournies dans le CCTP et dans le PGCSPPS pour répondre aux exigences fixées.

Le candidat devra remettre, avec son offre, le document suivant :

- le schéma d'organisation et de gestion des déchets
- Détail de la méthodologie employée par l'entreprise pour moins produire et bien gérer les déchets ;

Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toute nature liées au projet et à la gestion des déchets de chantier. (CCAP à l'article 8-1. Période de préparation et 8-2.1 gestion des déchets)

2-16.2.1 Modalités vis-à-vis des co/sous - traitants

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants et/ou co-traitants des obligations environnementales fixées par le marché et les présente dans le mémoire technique. En cas de non-respect des obligations prévues au présent, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par l'article 4-4.5 du CCAP.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3-1. Composition et modes de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation fourni par le RPA au candidat comprend les documents suivants :

n°	Libellé
01	Avis d'Appel à la Concurrence (AAC)
02	Règlement de Consultation (RC) et ses annexes
03	Acte d'Engagement et ses annexes
04	CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières)
05	CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
06	RICT (Rapport Initial du Contrôleur Technique)
07	PGC simplifié (Plan général de coordination)
08	DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire)
09	Planning prévisionnel des travaux
10	Diagnostics amiante et plomb avant travaux (DAAT)
11	Un dossier complet des pièces graphiques établies par la maîtrise d'œuvre
12	Autorisation de travaux AT 13 001 26J0066
13	Diagnostics structurel planchers murs RINCENT Provence
14	Rapport d'audit CAPVISIO
15	CCT Référentiel VDI 2023

Le retrait du dossier de consultation par le candidat se fait par téléchargement sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>, via la référence : « **DI_AIX_TRVX_VERDUN_CRIMINELLE** ». Le candidat renseignera ses coordonnées sur la PLACE, avec notamment une adresse électronique de l'entreprise non personnelle afin que les messages qui lui seraient envoyés puissent être lus par plusieurs personnes, l'adresse postale et les numéros de téléphone.

L'attention du candidat est appelée sur le fait que cette adresse électronique doit être active pendant toute la durée de la procédure. Elle sera utilisée par le maître d'ouvrage pour toutes les communications (demande de pièces, négociation, notification de décision...).

3-2. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci seront communiquées à tous les candidats ayant téléchargé ou reçu au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée en première page du présent RC.

Ils devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, cette date limite est reportée par le RPA, la disposition précédente sera applicable en fonction de cette nouvelle date.

3-3. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire une demande écrite via les fonctionnalités de la PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée en première page du présent RC, il recevra en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée en première page du présent RC. Cette réponse sera adressée simultanément à tous les candidats ayant téléchargé le dossier.

3-4. Visites du site des travaux

Pour toutes visites de site, merci d'envoyer un mail à Madame COSTES THOMAS – Cheffe de projets immobiliers à l'adresse suivante : emilie.costes@justice.gouv.fr et nicolas.cabassud@justice.gouv.fr qui vous proposera un rendez-vous. **La visite est obligatoire**, l'attestation est jointe en annexe du présent RC.

Les candidats doivent obligatoirement participer à l'une des 4 visites proposées.

Pour tous les lots, il est impératif de prendre connaissance des accès, des abords du site notamment vis-à-vis de l'installation de chantier et des approvisionnements.

Lors de la visite, merci de vous munir d'une pièce d'identité et de l'attestation de visite.

Les 4 dates des visites obligatoires sont :

Jeudi 23 avril à 9h30

Jeudi 23 avril à 10h30

Lundi 27 avril à 9h30

Lundi 27 avril à 10h30

Les offres des candidats n'ayant pas accompli la visite seront considérées comme irrégulières au sens du Code de la Commande Publique sauf si le candidat est en mesure de justifier qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes (CAA de Bordeaux, 7 juillet 2016, n°14BX02425).

Attention : la date limite pour effectuer la visite est fixée à 10 jours ouvrés avant la date de remise des offres afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'apporter une réponse aux questions écrites des candidats.

3-5. Dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat

Les candidats ou soumissionnaires fourniront une traduction en français de tous les documents rédigés dans une autre langue (R.2143-16 et R.2151-12 du code de la commande publique).

Le dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat sera composé d'un sous-dossier de candidature et d'un sous-dossier d'offre.

En cas de groupement il est rappelé que les candidatures et offres seront présentées soit par l'ensemble des membres soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour

représenter les autres membres du groupement. (Art. R.2142-23 du code de la commande publique).

3-5.A – Sous-dossier de candidature

Le sous-dossier de candidature permettra au RPA d'examiner les candidatures conformément à l'article R.2144-1. Il comprendra :

- **L'attestation de visite obligatoire** signée (en annexe du présent RC)
- La **lettre de candidature** pour chaque candidat individuel ou chaque groupement (formulaire DC1).
- **Une déclaration sur l'honneur** de non-interdiction de soumissionner conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-4 du code de la commande publique
- La **déclaration du candidat** pour chaque candidat individuel ou chaque membre de groupement (formulaire DC2)*.

Il est demandé d'utiliser les cadres fournis et partiellement préremplis de ces formulaires et de les compléter en totalité sans les modifier.

*Chaque candidat, qu'il soit individuel ou membre d'un groupement, annexera à la déclaration du candidat (formulaire DC2) les pièces suivantes :

- **au titre de la rubrique F** (capacité économique et financière) :
si le candidat est dans l'impossibilité de compléter le tableau de la rubrique F relative au chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices, tout document considéré comme équivalent par le RPA justifiant de sa capacité financière vis-à-vis de l'exécution des travaux pour lesquels il se porte candidat et notamment une déclaration bancaire appropriée ou une attestation d'assurance des risques professionnels pertinente.
- **au titre de la rubrique G** (capacités techniques et professionnelles du candidat) :
 - Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Le candidat présentera les niveaux de qualifications professionnelles correspondant aux principaux types de travaux prévus (voir tableau). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par la fourniture de certificats de qualification ou par tout moyen de preuve équivalent tel qu'une liste de travaux de **5 opérations**, en cours d'exécution ou exécutées au cours **des cinq dernières années** (date de réception postérieure au 1^{er} mai 2021), appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Ces attestations indiquent les prestations réalisées, le montant du marché, la date, le lieu d'exécution et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin.

La liste de travaux se limitera à 5 opérations maximum, si une liste de plus de 5 opérations est donnée, seule les 5 premières seront analysées.

Il est interdit de présenter des références autre que celles réalisées par le candidat (usage de faux).

Le candidat présentera des **références de travaux similaires** avec la spécificité de travaux en site occupé sensible, sur **monuments avec valeur patrimoniales**

DESIGNATION DU LOT		QUALIFICATION MINIMALE ou EQUIVALENTE
Lot 01	Gros Œuvre / Charpente / Démolition	•1112 Démolition - Déconstruction (technicité confirmée) •1142 Démolition par carottage ou sciage •1411 Échafaudages courants •1441 Étayements courants •2111 Maçonnerie et ouvrage en béton armée (technicité courante) •2302 Fourniture et pose de charpente traditionnelle, en bois lamellé-collé et structure en bois (technicité confirmée) •2392 Réparation et restauration de charpente du patrimoine
Lot 02	Menuiserie Bois	•4323 Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (technicité supérieure) •4342 Parquets de grande surface (technicité confirmée)
Lot 03	Plâtrerie plafond / peinture nettoyages / revêtements de sols	•4113 Plâtrerie (technicité supérieure) •4132 Plaques de plâtre (technicité confirmée) •6612 Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée) •6112 Peinture (technicité confirmée) QUALIFELEC MGTI (CFO) ou équivalent, CFMGTI (CFA) dans les domaines ST, SU et RC ou équivalent Qualibat 5112 – Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m² sans surpresseur ou équivalent Qualibat 5213 - Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m² ou équivalent Qualibat 5312 - Installation de VMC dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m² ou équivalent
Lot 04	Electricité	
Lot 05	CVC / Plomberie	
Lot 06	Box sécurisé	
Lot 07	Appareils élévateurs	•4413 Serrurerie – métallerie (technicité supérieure) •5312

En matière de capacités techniques et professionnelle le candidat pourra :

- soit se présenter seul, s'il dispose, en propre, de la totalité des qualifications demandées (ou équivalent) ;
- soit constituer un groupement avec d'autres entreprises qualifiées,
- soit sous-traiter la partie des travaux pour lesquels elle n'a pas la capacité à une société qualifiée.

- **Dans le formulaire DC4 (sous-traitance) et pour chaque opérateur économique désigné le candidat justifiera de ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, en rapport avec les prestations sous-traitées, en fournissant, en annexe :**
 - la nature et le montant prévisionnel des prestations à sous-traiter ;
 - les renseignements prévus au paragraphe F et G ci-dessus relatifs aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelle ;
 - l'engagement de l'opérateur économique prouvant que ce dernier met à la disposition du candidat ces capacités pendant toute la durée d'exécution du marché.
- **En cas de nantissement** merci de remplir la NOTI6-2020 annexé au présent marché et de remplir l'attestation de non-cession de créance si le titulaire déclare un sous-traitant (attestation à joindre avec le DC4).

3-5.B – Sous-dossier d'offre

Le sous-dossier d'offre (également appelé « offre » dans le présent RC) comprendra certaines pièces du marché qui permettront au RPA de noter la proposition dans les conditions précisées à l'article 4 ci-après. Ces pièces sont les suivantes :

- **l'AE et éventuellement son annexe n°1:** le sous-missionnaire (candidat individuel, groupement solidaire ou groupement conjoint) complètera le formulaire correspondant fourni. **Il joindra un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.** L'attention du soumissionnaire est attirée sur les points suivants :
 - dans le cas d'un recours à la sous-traitance, conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-22, le candidat complètera l'AE et l'accompagnera de la (des) demande(s) d'acceptation de(s) sous-traitant(s) et d'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. Pour chaque demande, le candidat utilisera le modèle de formulaire « Déclaration de sous-traitant au moment du dépôt de l'offre » dont le cadre partiellement pré-rempli est fourni et le complètera en totalité. A ce stade le document n'a pas à être signé. Si le soumissionnaire est sur le point d'être retenu, il lui sera demandé ;
 - en cas de groupement conjoint (obligatoire) et éventuellement en cas de groupement solidaire (facultatif), le candidat joindra une annexe relative au détail des travaux exécutés par chacun des cotraitants et à la répartition de la rémunération correspondante.
 - si le soumissionnaire veut renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, il doit le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.
- **les DPGF :** cadre fourni à compléter. L'attention du candidat est attirée sur le fait que les quantités mentionnées dans le cadre de la **DPGF sont indicatives**. Il appartient au candidat de les vérifier en se référant à l'ensemble des documents techniques du DCE (CCTP, plans...) et lors de la visite du site. Si, après vérification, le candidat souhaite modifier une ou plusieurs quantités, il indiquera de manière manuscrite celle qu'il estime être nécessaire à la bonne réalisation des ouvrages en barrant celle existante.

➤ **Le mémoire justificatif et explicatif de l'offre :** remplir le cadre de réponse du mémoire technique fourni en annexe du RC

RUBRIQUE 1 : Moyens humains affectés pour le chantier (1 page recto verso maximale avec annexes) (30 pts)

1. **Intervenants :** nombres de personnes affectées spécifiquement à ce chantier et par fonction (encadrants + ouvriers et techniciens, autres...) sans oublier de joindre l'organigramme prévu pour la réalisation du chantier. (15 points)

2. **Qualifications et expériences des intervenants** : joindre le CV de chaque intervenant dédié uniquement au marché faisant apparaître leurs qualifications et expériences. (15 points)

RUBRIQUE 2 : Moyens matériels et matériaux pour le chantier (1 page recto verso maximale avec annexes) **(10 pts)**

1. **Moyens techniques utilisés sur le chantier** : outillages et machines, véhicules et engins, manutention et levage selon les besoins y compris les méthodes d'approvisionnement et de stockage des matériaux (qualité de l'installation de chantier, échafaudages, principe d'acheminement, nombre, durée, etc...). (10 points)

RUBRIQUE 3 : Méthodologie d'exécution (2 pages recto verso maximales avec annexes) **(60 pts)**

1. **Organisation du chantier et méthodologie spécifique au chantier** : le candidat (y/c ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants) démontrera sa maîtrise dans la conduite des travaux, son expérience des sites occupés (organisation de chantier, mutualisation des moyens, concomitances des travaux, horaires décalés, phasage au regard du CCTP, mesures envisagées pour garantir la qualité des prestations, identification des interactions entre les lots phasage, cantonnement, modalités des travaux en site occupé). (30 points)
2. **Planning avec affectation des tâches et travaux garantis durant la période estivale** : l'attention du candidat est appelée sur le fait que cette opération est contrainte en terme de planning et que le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront particulièrement attentifs au respect du calendrier. Décrire un planning avec affectation des tâches, mais également toutes justifications permettant d'apprécier les dispositions mises en œuvre pour assurer le délai contraint. Aussi, l'entreprise (y/c ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants) atteste travailler durant les vacances d'été dans le but d'assurer la livraison en temps et heure conformément au planning (30 points)

➤ **Le critère environnemental** : remplir le cadre de réponse du mémoire technique fourni en annexe du RC

RUBRIQUE 1 : Environnement : gestion des déchets et implications liés aux travaux en site occupé (1 page recto verso maximale avec annexes) **(100 pts)**

1. Justification des méthodes qui seront employées pour **l'optimisation dans la gestion des déchets** (y compris démolitions, emballages...) ; (30 points)
2. **Modalité de stockage**, fréquence d'enlèvement, nettoyage périodique du chantier, respect des espaces dédiés au chantier ; (25 points)
3. **Propositions pour la réduction des nuisances sur site** (bruit, poussières, dégâts occasionnés, protections...) ; (25 points)
4. **Marques et provenances des principaux matériaux ou produits utilisés et moyens pour réduire son empreinte carbone** : joindre les fiches techniques des produits ou matériaux proposés, toute justification au regard de son empreinte carbone. (20 points)

La méthodologie présentée démontrera la bonne prise en compte par le candidat des impératifs (techniques, organisationnels, délais, etc) du projet, des contraintes du site et de son activité ainsi que de son environnement urbain.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité :

- ✗ de remettre un mémoire synthétique (10 pages maximum conseillé) conforme à la présentation indiquée ci-dessus ;
- ✗ d'éviter les documents trop généraux ;
- ✗ de faire référence spécifiquement à cette opération et de démontrer une prise de connaissance particulière du dossier ;
- ✗ de veiller à la clarté et à la cohérence des documents ;
- ✗ de veiller en cas de groupement à remettre des documents communs et non la somme des documents propres à chaque membre du groupement.

3-6. Modalités d'envoi ou de remise du dossier de candidature et d'offre

3-6.A – Dossier de candidature et d'offre remis par échange électronique sur la PLACE (Plateforme des Achats de l'État)

Le dossier de candidature et d'offre sera transmis obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique « **DI_AIX_TRVX_VERDUN_CRIMINELLE** ».

La transmission respectera les modalités précisées par PLACE, par l'arrêté du 31 mars 2019 qui est décrit et complété par les conditions suivantes :

- Lors de la première utilisation de la PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.
- Les dossiers de candidature et d'offre seront transmis en une seule fois. Si plusieurs dossiers sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul sera ouvert le dernier dossier reçu, par voie électronique, au plus tard à la date et à l'heure limites fixées en première page du présent RC (article R.2151-6 du code de la commande publique).
- Les dossiers dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le RPA ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les dossiers seront réputés n'avoir jamais été reçus.
- La durée de la transmission du dossier de candidature et d'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont bien utiles à la compréhension de sa candidature et de son offre.
- Les documents à fournir, conformément à l'**article 3.5 de ce règlement**, devront l'être sous forme de fichiers informatiques. Seuls les formats de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

3-6.B Copie de sauvegarde :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres (article R.2132-11 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ». Elle sera transmise par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé entre 9 h et 12 h et 14 h et 16 h à l'adresse ci-dessous.

Elle portera les mentions suivantes :

MINISTERE DE LA JUSTICE / Secrétariat Général
DIR SG Sud-Est / Département immobilier
Immeuble Le Praesidium-350 av du Club Hippique
CS 70456 – 13 096 Aix en Provence Cedex 2

Candidature et Offre pour

Lot N° Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

Copie de Sauvegarde

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de candidature et d'offre transmis par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

2° Lorsque le dossier de candidature et d'offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du dossier de candidature et d'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise du dossier de candidature et d'offre.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

ARTICLE 4. EXAMEN DES CANDIDATURES, JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES – NÉGOCIATION

Les dossiers (candidatures et offres) remis après la date et l'heure limites fixées en première page du présent RC, sont éliminés (articles R.2143-2 et R.2151-5 du code de la commande publique).

4-1. Examen des candidatures

Le maître d'ouvrage vérifie la présence des pièces et informations demandées à l'article 3.5.A ci-dessus.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de redemander les pièces ou informations manquantes conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique.

Cette demande pourra éventuellement être réalisée dans le courrier de négociation de l'offre (art. 4.2).

Après analyse des pièces reçues, et en application de l'article R.2143-3, 1° du code de la commande publique, seront déclarées irrecevables les candidatures :

- dont le candidat se trouve dans un cas d'exclusion listé à l'article R.2143-3, 1° du code de la commande publique ;
- dont le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur en termes :
 - d'aptitude à exercer l'activité professionnelle exigée ;
 - de niveaux de capacités financières et économiques minimum en rapport avec le marché à réaliser ;

- de niveaux de capacités techniques et professionnelles minimum demandées qui seront appréciées au vu des pièces et informations demandées à l'article 3.5.A.
- dont le candidat aurait fourni de faux renseignements ou documents ;
- dont le candidat ne peut produire dans les délais impartis : les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

4-2. Jugement, négociation et classement des offres

Phase 1 :

Les offres sont analysées au vu des éléments fournis et classées en différentes catégories : irrégulières, inacceptables, inappropriées, anormalement basses ou valides.

- **l'offre irrégulière** (Art L2152-2 du code de la commande publique) est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier parce qu'elle est incomplète : (une des trois pièces essentielles de la proposition (AE, DPGF et mémoire) est absente ou significativement non conformes - absence de montant de l'offre, d'une ou de plusieurs rubriques du mémoire, incohérence entre la DPGF et l'AE ou incohérence substantielle à l'intérieur de la DPGF), ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- **l'offre inacceptable** (Art L2152-3 du code de la commande publique) est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **l'offre inappropriée** (art L2152-4 du code de la commande publique) est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
- **l'offre 'anormalement basse'** (art L2152-5 du code de la commande publique)
- **l'offre 'valide' est une offre** qui ne fait pas partie d'une des catégories ci-dessus.

Phase 2 :

- Les offres **inappropriées** sont éliminées.
- Pour le calcul d'une offre potentiellement **anormalement basse**, la méthode suivante sera appliquée :
 - **Calcul de la moyenne des offres (M1)**
 - **Les offres se situant 20% au-dessus de cette moyenne sont identifiées et exclues du calcul suivant**
 - **Calcul d'une nouvelle moyenne (M2)**
- **Est suspectée d'être anormalement basse une offre inférieure à $0,9 \times M2$**
- Les offres **anormalement basses** font l'objet d'une demande de justificatifs conformément à l'article L.2152-3 du code de la commande publique. En fonction des éléments fournis, l'offre sera, soit rejetée, soit réintégrée à la première phase.

Phase 3 :

- À ce stade, une négociation pourra être envisagée avec les entreprises ayant présentées des offres valides, irrégulières et inacceptables. Cette négociation permettra éventuellement de rendre recevable et valide respectivement des candidatures ou des offres incomplètes ;
- Néanmoins au vu des propositions, le RPA se réserve la possibilité d'éliminer les offres inacceptables et irrégulières et d'attribuer le marché sur les bases des offres valides initiales sans négociation (art R.2123-5 du code de la commande publique).

Phase 4 :

- À l'issue de l'éventuelle négociation prévue au 3 ci-dessus, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Phase 5 :

- pour les offres acceptables, le RPA attribuera une note par critère d'attribution (valeur technique et prix) et la note finale sera obtenue en fonction des modalités de calcul ci-dessous :

Critères d'attribution	Coefficient de pondération
Pour le critère « valeur technique », une note Nvt sur 100 sera attribuée à chaque offre. Elle sera obtenue en additionnant le nombre de points attribués à chacune des rubriques du mémoire dont le contenu est précisé à l'article 3-5.B du présent RC : RUBRIQUE 1 : Moyens humains affectés pour le chantier (30 pts) RUBRIQUE 2 : Moyens matériels et matériaux pour le chantier (10 pts) RUBRIQUE 3 : Méthodologie d'exécution (60 pts) Afin de conserver le poids relatif des critères de sélection, après que chaque offre ait été notée individuellement, la meilleure note du critère technique sera portée à 100 et les notes suivantes seront portées selon une règle de 3 à une valeur par référence à la meilleure note.	60,00 %
Pour le critère « environnemental », une note Nvt sur 100 sera attribuée à chaque offre. Elle sera obtenue en additionnant le nombre de points attribués à chacune des rubriques du mémoire dont le contenu est précisé à l'article 3-5.B du présent RC RUBRIQUE 1 : gestion des déchets et implications liés aux travaux en site occupé (100 pts)	10%
Pour le critère « Prix », une note Np sur 30 sera attribuée à chaque offre selon l'application d'une formule mathématique :	30,00 %

Critères d'attribution	Coefficient de pondération
$N_p = 30 * \frac{\text{prix de l'offre moins disante}}{\text{prix de l'offre du candidat}}$ Sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse, l'offre moins disante obtiendra la note de 30.	

La note finale Nf de chaque offre sera obtenue par l'application de la formule suivante :

$$N_f = 0,6N_{vt} + 0,3N_p + 0,1N_e$$

Les notes obtenues en application des formules ci-dessus (sans arrondi des calculs intermédiaires) sont arrondies à un nombre comportant deux décimales selon la règle suivante :

- si la troisième décimale du nombre obtenu en application de la formule est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la deuxième décimale est inchangée;
- si la troisième décimale du nombre obtenu en application de la formule est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Pour chaque lot, les offres seront ensuite classées par ordre décroissant selon leur note finale. L'offre la mieux classée, considérée comme économiquement la plus avantageuse, est sélectionnée par le RPA.

ARTICLE 5. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE DE L'ABSENCE DE MOTIFS D'EXCLUSION – MISE AU POINT DU MARCHE

5-1. Documents justificatifs

Conformément aux articles R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs ci-dessous à la condition que ces documents puissent être obtenus directement et gratuitement par le maître d'ouvrage par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le dossier de candidature remis par le candidat précisera dans ce cas toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Conformément à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Pour le candidat susceptible d'être retenu, le maître d'ouvrage fera le bilan des éléments fournis avec la candidature ou disponibles par ailleurs et enverra, si nécessaire, un courriel lui demandant de régulariser ou compléter sa candidature selon les conditions ci-dessous :

Sous réserve des cas prévus à l'article R.2143-10, **les pièces prévues aux articles R.2143-6 à 9 du code de la commande publique**, et si le candidat ne les a pas déjà fournis :

- Les pièces demandées au L.2141-2 et R.2143-7 du code de la commande publique et dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 :
 - les certificats délivrés par les administrations fiscales dont relève le demandeur qui, en fonction du statut du candidat, attestent de la souscription des déclarations et du paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur (attestation liasse 3666 ou équivalent) ;

- le certificat délivré par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions attestant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 datant de moins de six mois (attestation de vigilance URSAFF ou équivalent) ;
- si le candidat est membre des professions libérales visés au c du 1° de l'article 613.1 du code de la sécurité sociale, les certificats attestant du versement régulier des cotisations légales aux caisses d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité décès ;
- si le candidat est soumis, le certificat attestant du paiement aux caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries ;
- si le candidat est soumis, le certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.2112.2 à L.5212.5 du code du travail. Ce certificat est délivré par une association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (art L.5214.1 du code du travail).
- Les pièces demandées à l'article R.2143-8 du code de la commande publique :
 - pour les employeurs établis hors de France : les documents ou attestations prévus aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du code du travail ;
 - en cas d'emploi de salariés étrangers : les documents ou attestations prévus aux articles D 8254-2 à 5 du Code du Travail.
- Les pièces demandées à l'article R.2143-9 du code de la commande publique : liquidation judiciaire, faillite... :
 - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou des métiers D1 ou à défaut document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
 - lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- **les attestations d'assurances de responsabilité civile de droit commun et décennale** visées à l'article 1-6.3 du CCAP.

Pour les certificats, attestations ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur accepte tout document équivalent d'un autre État membre de l'Union européenne. – art R.2143-5 du code de la commande publique.

En outre il sera fourni une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent au titre du présent article.

Le RPA peut demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve. (art R.2144-6 du code de la commande publique).

5-2. Mise au point du marché (art R.2152-13 du code de la commande publique)

Si nécessaire l'acheteur pourra demander au soumissionnaire de modifier, rectifier ou signer les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement, son annexe 1, ses autres annexes éventuelles dont les actes spéciaux de sous-traitance, l'acte d'habilitation du mandataire en cas de groupement.

5-3. Transmission des pièces

Les pièces prévues aux paragraphes 5-1 et 5-2 seront transmises au RPA dans le délai fixé par le courrier envoyé par l'intermédiaire de la plate-forme de l'achat de l'état.

Si le candidat (y/c ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants) ne fournit pas l'ensemble de ces documents dans le délai impartis, son offre et/ou sa candidature seront, suivant les cas, déclarées irrecevables ou irrégulières.

Le RPA présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres visé à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6. ABSENCE DE CANDIDATURES, D'OFFRES OU ABSENCE D'OFFRES RECEVABLES

Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, ou si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du même code, ont été présentées, et pour autant que les conditions initiales du marché public ne soient pas substantiellement modifiées, le RPA peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable (art R.2122-2 du code de la commande publique.).

ARTICLE 7. ABANDON DE LA PROCÉDURE

Le maître de l'ouvrage pourra, à tout moment, déclarer la procédure sans suite (article R.2185-1). Dans ce cas, il communiquera les motifs de sa décision conformément aux dispositions de l'article R.2185-2 du code de la commande publique.

La déclaration sans suite ne donnera pas lieu à indemnisation des candidats.

RC ANNEXE 2

ATTESTATION DE VISITE

Marché public de travaux

**CREATION D'UNE SALLE CRIMINELLE AU PALAIS VERDUN
CAAIX EN PROVENCE**

Je soussigné.....

Certifie que la société.....

A effectué la visite des espaces concernés concernant le marché visé ci-dessus.

Le représentant de la juridiction atteste n'avoir communiqué aucune information relative au marché pouvant rompre l'égalité entre les candidats.

Représentants	
Entreprise	Juridiction
Nom :	Tampon et/ou signature :
Qualité :	
Signature :	
Date :	Date :